



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

### **Partenariat sur la sécurité et la prospérité avec le Mexique et les États-Unis : Le premier ministre Harper doit mettre carte sur table**

**Le 27 mars 2006** - Un an après le lancement du Partenariat nord-américain sur la sécurité et la prospérité (PSP), les chefs de gouvernement du Canada, des États-Unis et du Mexique sont sur le point de se rencontrer de nouveau, cette fois à Cancun (Mexique), dans le but d'approfondir l'intégration de l'Amérique du Nord. Pendant ce temps, les citoyens et leurs représentants élus sont maintenus dans l'ignorance sur les enjeux de cette initiative.

Le pacte signé à Waco (Texas) l'année dernière par Paul Martin, George Bush et Vicente Fox ne contient aucune proposition concrète en vue d'améliorer la vie des citoyens ordinaires du continent. C'est le lobby des grandes entreprises qui a dicté le contenu de ce partenariat, lequel nous rapproche dangereusement d'une intégration continentale complète sans que les citoyens et leurs représentants ne puissent se prononcer sur la question.

Le PSP a pour dessein d'harmoniser de nombreuses politiques internes et étrangères du Canada et du Mexique avec celles des États-Unis. En prétextant vouloir protéger les citoyens de la menace du terrorisme et faciliter le commerce, ce partenariat implique l'adoption de mesures draconiennes telles qu'une intégration plus grande des marchés nord-américains de l'énergie, l'harmonisation du traitement à l'endroit des immigrants, des réfugiés ou des touristes étrangers, et la création de politiques communes de sécurité. Le partenariat établit également un échéancier en vue d'en arriver à des normes harmonisées dans les secteurs régissant la santé, la sécurité alimentaire et l'environnement.

Présenté officiellement comme étant de nature purement administrative et réglementaire, l'ordre du jour du PSP évolue loin du regard public. Pourtant, 15 chefs d'entreprise ont été invités à se joindre aux trois chefs de gouvernement lors du sommet de Cancun. « La description qui est faite du processus entourant le PSP est révélatrice de l'importance qui est donnée aux objectifs du milieu des affaires : les chefs des grandes entreprises du secteur privé sont conviés à des réunions, d'autres partenaires sont invités à des consultations, alors que les représentants démocratiquement élus par les citoyens ont seulement droit à des séances d'information (*briefings*) » a déclaré John Foster, de Common Frontiers.

Selon Pierre-Yves Serinet, coordonnateur du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), dans aucun des trois pays le PSP ne passerait la rampe s'il était soumis à un examen démocratique. « S'il est vrai que Stephen Harper croit en la transparence et l'imputabilité, il a la responsabilité de mettre le PSP en débat, devant le Parlement et la population canadienne. Autrement, il n'a aucune légitimité pour aller de l'avant ».

Common Frontiers, le RQIC, le Réseau mexicain d'action face au Libre-échange (RMALC) et l'Alliance for Responsible Trade (ART-USA) sont membres de l'Alliance Sociale Continentale qui a joué un rôle déterminant face aux négociations de "libre"-échange au quatre coins du continent. Les quatre réseaux sociaux d'Amérique du Nord sont représentatifs d'un large éventail d'organisations issues du mouvement populaire, syndical, étudiant, écologique, des femmes, des églises, de défense des droits humains et de coopération internationale.

-30-

**Pour de plus amples informations, veuillez contacter :**

Rick Arnold, Common Frontiers : tél. (905) 352-2430; [comfront@web.ca](mailto:comfront@web.ca)

Pierre-Yves Serinet, RQIC : tél. (514) 383-2266, poste 222; [rqic@ciso.qc.ca](mailto:rqic@ciso.qc.ca)

Juan Manuel Sandoval, RMALC : tél. 011 (52) (55) 5659-3679; [spechf@laneta.apc.org](mailto:spechf@laneta.apc.org)

Tom Loudon, ART-USA: Tel. (301) 699-0042; [toml@quixote.org](mailto:toml@quixote.org)